

## Cedeao-UE - intégration régionale d'abord, selon la société civile

**Sud Quotidien (Dakar)**

**28 Septembre 2006**

Publié sur le web le 28 Septembre 2006

Bacary Dabo

A l'approche de l'échéance pour la fin des négociations sur les Accords de partenariat économiques (Ape) que l'Union européenne et les pays Acp (Afrique, Caraïbe et Pacifique) envisagent de signer, les organisations de la société civile engagés dans la lutte pour un « commerce équitable », ont lancé ce mercredi, 27 septembre 2006, à Dakar, la campagne « Stop Ape » qui fustige cesdits accords en revendiquant un marché régional au préalable.

La lutte est de plus engagée pour la société civile sénégalaise qui continue de rejeter les Accords de partenariats économiques (Ape) ou accords de libre échange. Elle l'a encore une fois signifié en lançant hier, mercredi 27 septembre 2006, la campagne « Stop Ape ». Une initiative qui vient gonfler la panoplie de démarches entretenues dans le but de s'ériger en bouclier contre les accords de libre échange sous leur forme actuelle. Cette campagne a ainsi pour but de dénoncer le déséquilibre du commerce international et de bloquer la signature des Ape en cours de négociation. Les organisations de la société civile qui travaillent sur les questions du commerce telles que Enda, Syspro2, Roppa, Radi, Cncr, Oxfam international, faisant face à la presse hier, ont jugé nécessaire le remplissage de conditions préalables avant la signature desdits accords. C'est ainsi qu'elles ont jugé « prématuré » le partenariat envisagé avec l'Union européenne, avant l'établissement d'un marché régional à l'image de l'Europe qui, malgré sa puissance, disent-elles, s'est organisée pour mieux se positionner sur le marché international.

Compte-tenu des avantages offertes aux Pays les moins avancés (Pma) de la région qui ont la possibilité d'accéder au marché européen sans droits de douane, et des non-Pma comme le Nigéria, le Ghana et la Côte d'Ivoire qui bénéficient des flexibilités au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (Omc), la société civile à travers les organisations citées plus haut, estime qu'une région comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) peut différer ces accords. Selon elle, le plus pressant réside d'abord dans le développement des échanges au niveau sous-régional. Cheikh Tidiane Dièye de l'Ong Enda pense, lui, qu'« il faut bâtir entre autres un cadre commun de la Cedeao en mettant une union douanière, une monnaie commune avant d'aller négocier avec l'Ue ». Cheikh Tidiane Dièye a également ajouté que : « c'est un faux débat de dire que les pays africains n'ont pas les moyens de financer une partie de leur développement ». A son avis, « il suffit que les politiques acceptent de se départir d'une partie de leur souveraineté pour accéder à l'intégration région ».

*Programmes de mise à niveau des entreprises : « un grand bluff »*

Sur ce même ordre d'idée, les organisations de la société civile ont fustigé les programmes de mise à niveau des entreprises africaines financées par certains pays européens. Selon Babacar Ndao du Fongs, « il y'a un grand bluff organisé dans le cadre du 9ème Fed pour la mise à niveau des entreprises financées par les pays européens ». Il a avancé que « rien de significatif n'a été fait pour le secteur privé et aucun sous n'a été dégagé pour la société civile qui devait en bénéficier pour se mettre à niveau ». Mactar Fall de l'Ifat (Réseau international qui regroupe 643 organisations de producteurs à travers le monde), pour sa part, juge que : « les programmes de mise à niveau sont certainement utiles pour les entreprises qui ont un potentiel net d'exportation mais il faut aussi développer un produit

nouveau qui fasse la promotion de nouvelles entreprises». Pour lui, le fait gênant de ces programmes de mise à niveau est relatif «aux conditions d'accès aux marchés européens auxquelles sont astreintes les entreprises africaines qui ne sont pas négociées au préalable». Il a ainsi appelé la redéfinition du partenariat avec l'Ue sur de nouvelles bases.

Le ministre du Commerce, Mamadou Diop Decroix, venu apporter son message de soutien à cette présente campagne, a fait comprendre aux organisations initiatrices que «le problème ne se résume pas uniquement à jeter des pierres à l'Union européenne». Selon lui, il est également nécessaire d'évoquer les faiblesses de la Cedeao mandatée pour négocier avec l'Ue. Mamadou Diop Decroix a épousé la même position que ces organisations de la société civile consistant à créer les conditions d'échanges inter-africaines. « Une condition sine qua non » vue la faible des échanges entre pays africains qui se situent entre 8 à 10 % contrairement à celles des pays de l'Union européenne qui sont à 66 %.

En dépit de ce défi, M. Decroix a appelé les pays africains à plus de vigilance, compte tenu des accords de Cotonou signés en 2000 qui, selon lui, «avaient un problème avec les questions de développement qui sont très générales et très floues». Le ministre du Commerce pense ainsi qu'il faut parachever un dialogue politique pour redéfinir les mandats des négociants. Dans le cadre des actions envisagées pour une bonne mobilisation de la partie africaine, il a annoncé une rencontre que la Cedeao a convoquée la semaine prochaine à Lomé et une autre que l'Union africaine prévoit de tenir dans les jours à venir.